



# BULLETIN RUMEURS MONDIALES

Ce rapport examine les rumeurs récentes liées à la pandémie de COVID-19 circulant dans 7 pays touchés par la crise humanitaire et il exprime des recommandations aux organisations humanitaires, aux médias et aux prestataires de soins de santé pour améliorer leurs campagnes de communication sur les risques et diffuser des informations plus pertinentes qui répondent aux questions et aux préoccupations de la communauté.

## Table des matières

- 2** Introduction
- 3** Tendances mondiales
- 4** Analyse thématique #1: Rumeurs liées à de fausses informations
- 7** Analyse thématique #2 : rumeurs sur les vaccins
- 10** 7 mesures recommandées



# INTRODUCTION

Des rumeurs se propagent dès lors que les personnes se sentent exclues des débats, lorsque les autorités ne peuvent pas répondre à leurs questions et lorsque l'émotion et le manque d'informations pertinentes liées au contexte les poussent à rechercher la 'vérité' auprès de sources non contrôlées.

Une année de crise, et nous voyons naître de nouvelles rumeurs en réaction à l'épidémie qui progresse tous les jours, tandis que persistent des rumeurs tenaces qui brouillent les perceptions autour de tous les aspects de la pandémie. Nous avons vu que les rumeurs incitent à la violence, causent des dommages et portent préjudice aux groupes vulnérables. Elles ont un impact négatif sur les messages de santé publique, enlèvent toute crédibilité aux autorités compétentes aux yeux de la population et font échouer les programmes d'intervention humanitaire.

Depuis six mois, le projet **Rooted in Trust** d'Internews a **recueilli plus de 5 238 rumeurs en provenance de sept pays : L'Afghanistan, le Liban, la Colombie, la République Centrafricaine, le Mali et le Soudan**. Nous travaillons dans 12 langues locales et avons recueilli des données à travers sept principales plateformes de réseaux sociaux et un large éventail de canaux de communication, incluant des enquêtes de porte à porte, des réunions informelles, des évaluations, des réunions communautaires, des groupes d'écoute, SMS, et radio, avec 27 partenaires répartis dans les sept pays.

Ce Bulletin de rumeurs mondiales recueille nos réflexions sur deux thèmes principaux qui représentent **plus de 20 % de l'ensemble des rumeurs** collectées à travers les sept pays ciblés par le projet :

- des rumeurs selon lesquelles la pandémie n'existe pas du tout ou qu'il s'agit d'un complot,
- et des rumeurs au sujet des vaccins et des vaccinations.

À la dernière page, vous trouverez une série de recommandations pour améliorer la réponse aux rumeurs et à la désinformation sur ces deux principaux thèmes. Nous convenons volontiers que nous n'avons pas toutes les réponses.

Ces recommandations constituent une amorce de discussion et une fenêtre ouverte pour regarder ce que nous avons tous entrepris au cours de l'année écoulée et comment nous pouvons apporter des améliorations en 2021.

Cette épidémie nous a enseigné une chose, c'est qu'il n'existe pas de solution miracle mais plutôt un million d'efforts individuels, entrepris collectivement, qui feront la différence.

Le projet Rooted in Trust est soutenu par des fonds généreux du Bureau d'Assistance Humanitaire (BAH) de l'USAID. Pour plus d'information sur le projet et ses activités, veuillez contacter :

**Irene Scott**

**Chef de projet,, Rooted in Trust**

**courriel - [irene.scott@internews.org](mailto:irene.scott@internews.org)**



# TENDANCES MONDIALES

L'ampleur de l'épidémie de COVID-19 et ses effets persistent toujours. Au 4 décembre 2020, un total de 65 millions de cas confirmés et 1,5 million de décès ont été **signalés à travers le monde**. Dans la seule semaine écoulée, plus de 5 millions de cas confirmés ont été ajoutés à ce chiffre. Sur ce total, les pays visés par le projet **Rooted in Trust (l'Afghanistan, le Liban, les Philippines, la Colombie, la République Centrafricaine, le Mali et le Soudan)** comptabilisent environ **1,8 million de cas et 47 921 décès**.

Par million d'habitants, les nouveaux cas confirmés journaliers du COVID-19 sont trois fois plus élevés que la moyenne générale au Liban (218 cas par million d'habitants comparés à la moyenne générale de 72 cas par million d'habitants) et deux fois plus élevés en Colombie (166 cas par million d'habitants). Dans d'autres pays où les dépistages et les signalements ont été moins nombreux - au Soudan, en Afghanistan, au Mali et en République Centrafricaine - le nombre signalé de cas est 14 fois en dessous de la moyenne générale, selon le Laboratoire de Données sur le Changement Global et les chercheurs de l'université d'Oxford. Il y a de fortes probabilités que les insuffisances et l'irrégularité des signalements dans ces pays amplifient la force de conviction des rumeurs liées à la COVID-19.



En milieu d'année (juin-septembre), une forte augmentation des cas signalés et des décès a été enregistrée en Afghanistan, en Colombie, aux Philippines et en République Centrafricaine. A l'heure actuelle, une autre recrudescence de la pandémie est en cours et de nouveaux records de cas et de décès ont été signalés en novembre au Liban, au Soudan et au Mali. Aujourd'hui, la moyenne du taux de mortalité de 2,6 % à travers les pays RiT est légèrement plus élevée que le taux de mortalité mondiale de 2,4 %. Le taux de mortalité au Soudan est trois fois plus élevé que la moyenne mondiale et le taux de mortalité en Afghanistan est 1,5 fois plus élevé que la moyenne mondiale, selon les chiffres enregistrés depuis le début de l'épidémie.

Pays	Cas confirmés	Décès	Nouveaux cas/semaine	Nouveaux décès/semaine	Taux de mortalité
Colombie	1,262,494	35,677	51,366	1,296	2.8%
Philippines	421,722	8,185	11,004	323	1.9%
Liban	118,705	934	10,752	95	0.8%
Afghanistan	45,280	1,712	1,652	74	3.8%
Soudan	16,431	1,202	1,384	27	7.3%
Mali	4,417	148	437	14	3.4%
C.A.R.	4,911	63	11	0	1.3%
Monde	60,333,049	1,420,462	587,211	9,979	2.4%
RiT totaux	1,873,960	47,921	76,606	1,829	2.6%



# ANALYSE THÉMATIQUE #1

## rumeurs liées à de fausses informations

Les données sur les rumeurs de Rooted in Trust indiquent qu'une année après le début de la pandémie, de nombreux individus à travers les pays que nous avons ciblés, croient toujours que la pandémie de COVID-19 est un canular. Dans beaucoup de cas, ces rumeurs émanent d'une idée reçue répandue selon laquelle le coronavirus n'est qu'une grippe ou un rhume passager. La ressemblance des symptômes y contribue, surtout auprès de personnes n'ayant pas été en contact avec des malades de la COVID-19.

Avec le temps, nous avons vu des rumeurs évoluer et devenir plus élaborées, associant l'inefficacité gouvernementale, ou la sévérité des mesures de confinement, à des théories du complot qui voient dans le virus un outil de propagande gouvernementale créé pour contrôler la population, réprimer les manifestants et maintenir le pouvoir politique en place. Tous contextes confondus, les gens atteignent leurs limites en termes de capacités à mener une vie normale et, en réponse, ils expriment leur mécontentement et leurs craintes et ils propagent des fausses informations.

### Pourquoi est-ce important ?

L'incrédulité à l'égard de la COVID-19 peut compromettre la confiance accordée aux programmes humanitaires. En particulier lorsque les cas de COVID-19 sont restés peu nombreux, soit par chance, soit suite à une intervention gouvernementale et humanitaire efficace, soit faute de tests en nombre suffisants.

Naturellement, les acteurs humanitaires se sont attelés à anticiper, pour le minimiser, le risque potentiel. Cependant, la maladie ne se matérialisant pas, les populations ne voient pas la « réussite ». Au contraire, elles s'estiment trahies.

Certaines rumeurs sont particulièrement problématiques puisqu'elles imputent la responsabilité de propagation de la COVID-19 aux institutions ou à un groupe de personnes vulnérables (souvent déjà l'objet de méfiance, de haine ou de stigmatisation), ce qui ne fait qu'éroder davantage la confiance, surtout lorsque les membres du personnel humanitaire fournissent activement des services à ces groupes vulnérables ou sont accusés d'avoir introduit la COVID-19 dans le pays. Cette méfiance peut avoir un impact sur la sécurité du personnel humanitaire et des professionnels de santé, ou peut inciter des personnes à privilégier des conseils ou des services médicaux moins fiables.

Dans plusieurs contextes, comme au Mali et au Liban, certains pensent que la COVID-19 sert l'intérêt des acteurs humanitaires et du gouvernement car elle attire des financements de la part de donateurs internationaux. En Afghanistan, où le gouvernement a tardé à publier les données actualisées concernant la COVID-19, les agences humanitaires manquent de données concrètes pour mettre en évidence la gravité de la crise auprès de la population.



## Risque

Sur les 448 rumeurs liées à des fake news retracées par les équipes d'Internews Rooted in Trust, 48 % environ sont classées dans la catégorie des contenus à faible risque, 44 % dans celle des contenus à risque modéré, et 8 % dans celle des contenus à risque élevé. Comme expliqué plus bas, l'intensité de la diffusion sur les réseaux sociaux de ce type de rumeurs fallacieuses, appartenant à la catégorie des contenus à risque élevé, est très importante, allant de dizaines de milliers d'abonnés à plus de deux millions. Et si la majorité des fausses informations dans cette catégorie est à faible risque (en ce sens que cela ne représente pas une menace immédiate et sérieuse), ces petites rumeurs tenaces continuent de ronger la confiance dans les institutions publiques, de semer le doute, et d'encourager la croyance en des personnalités au détriment des preuves.

## Influence

Une autre tendance que nous constatons est que lorsque des personnes influentes, des célébrités, des politiciens ou des membres du gouvernement contractent le virus, il y a une légère hausse, presque instantanée, dans l'activité des réseaux sociaux et des créations de rumeurs en lien avec le thème de la désinformation. Au lieu d'avoir un effet positif sur les populations locales pour qu'elles appliquent les meilleures mesures de prévention, l'infection de personnalités publiques déclenche une réaction de rejet chez les jeunes qui nient l'importance du virus.

## Les femmes

Dans différents contextes observés par Rooted in Trust, les groupes vulnérables sont souvent la cible de rumeurs. En Afghanistan, des rumeurs recueillies en novembre sur les réseaux sociaux suggéraient que deux fois plus de femmes que d'hommes étaient infectées par la COVID-19 dans la province de Herat, tandis qu'une autre rumeur postée sur Facebook, faisant référence à un membre du ministère de la Santé publique, affirmait au contraire que les femmes n'étaient pas du tout touchées par la dernière recrudescence des cas dans le pays. Les femmes ont également un accès **beaucoup plus restreint** que les hommes aux tests de la COVID-19, ce qui contribue à l'impression erronée qu'elles ne sont pas infectées.

## La vie après la COVID-19 : comment les rumeurs affectent-elles les populations déplacées ?

Au Soudan, si les rumeurs répandant le doute sur la réalité de la COVID-19 continuent de dominer les réseaux sociaux, de nouvelles rumeurs font également leur apparition, minimisant l'importance de la COVID-19 et focalisant plutôt l'attention du public sur d'autres maladies, prétendument rapportées par les populations migrantes. Par exemple, les réfugiés fuyant la guerre civile dans la région de Tigray en Éthiopie, qui arrivent par l'Est du pays, font face à une stigmatisation plus importante sur leur route vers Kassala, Al-Gedaref et l'État du Nil Bleu. Les réfugiés éthiopiens et érythréens vivant dans des camps à l'Est du Soudan subissent des tensions plus importantes dues au tribalisme suite à la déclaration de l'état d'urgence à Kassala. Des rumeurs circulent sur ces populations déplacées les accusant d'apporter d'autres maladies plus graves que la COVID-19. Les rumeurs en lien avec de fausses informations évoluent et amplifient la désinformation, enracinant dans l'opinion publique la xénophobie et la discrimination fondée sur le sexe, qui ciblent des groupes vulnérables spécifiques et les mettent davantage en danger.



## AFGHANISTAN

Risque élevé



La COVID-19 est un nouveau nom pour la grippe. Un antalgique suffit pour se rétablir de cette maladie. Il ne s'agit que de propagande gouvernementale. Le gouvernement essaie de présenter la maladie comme quelque chose de dangereux. Le lavage des mains et la distanciation sociale ne sont pas nécessaires (données recueillies par IOM lors d'un entretien direct, province de Khandahar, Afghanistan) (risque élevé)

Risque moyen



Cette fois-ci, les femmes contractent deux fois plus le virus que les hommes. (Afghanistan, Facebook, 4 276 abonnés, 112 mentions J'aime, 1 partage)



4,276k Followers



112 Likes



1 Share



## SUDAN

Risque élevé



Qui devons-nous croire ? Certains médecins disent que ce virus nous infectera si nous touchons directement une personne positive, d'autres disent que le masque réduit l'oxygène et l'immunité et affaiblit le corps face au virus. D'autres médecins disent que la distanciation sociale a un effet psychologique et affaiblit le corps face au virus. Quant au vaccin, c'est ce qu'il y a de plus dangereux selon les médecins. Nous sommes maintenant certains qu'il ne s'agit que d'une manœuvre commerciale pour vendre des masques (Soudan, Facebook, Risque élevé, 1 million d'abonnés, 2 800 réactions, 151 partages)



1 mn Followers



2,800 Reactions



151 Shares



Les informations selon lesquelles certaines personnes comme Al-Sadiq, Hamdok et Muhammad ont été infectées par la Covid-19 et que le virus est de retour ne sont que de la propagande anxieuse. Pourquoi la COVID est-elle de retour avec la suppression des subventions aux carburants et pourquoi cela a-t-il coïncidé avec l'entrée du blé israélien? Nous devons réfléchir avant de croire... (Soudan) (Facebook, risque moyen, 1,9 million d'abonnés, 289 mentions J'aime, 10 partages)



1.9 mn Followers



289 Likes



10 Shares

## Comment les humanitaires peuvent-ils répondre aux rumeurs qui se propagent ?

Les restrictions de voyage internationales et nationales mises en place au début de la pandémie ont obligé les agences humanitaires à repenser la mise en œuvre de leurs projets. Une solution qui s'est révélée efficace a consisté à faire basculer les équipes de sensibilisation du personnel local travaillant sur d'autres domaines thématiques - protection, WASH, engagement civique, FSL - sur des activités d'engagement communautaire en matière de COVID-19. Le personnel de sensibilisation, issu des communautés recevant de l'aide, est le mieux placé pour comprendre la source de leurs perceptions, la culture et la dynamique sociales. En quels leaders les gens ont-ils confiance ? Qui sont les influenceurs ? Quels groupes sont privés de l'accès à l'information et quels sont leurs canaux préférés pour la réception de l'information ?

Les agents de sensibilisation veillent à ce que les acteurs humanitaires utilisent le langage approprié. Les agences humanitaires et les donateurs ont tiré les leçons de l'épidémie d'Ebola et privilégié l'engagement communautaire pour gérer la crise provoquée par la COVID-19. Dans de nombreuses réponses à cette crise, il était impératif de gérer les rumeurs autour de la pandémie et le personnel s'est efforcé de le faire.

Néanmoins, la plupart des agences se sont appuyées sur les faits comme première ligne de défense contre ce type de rumeurs. Bien que les faits et les informations vérifiées soient toujours importants, il est également important d'aborder les croyances qui encouragent une personne à adhérer à la désinformation, en particulier lorsqu'elles découlent d'une méfiance croissante envers les institutions chargées de fournir des informations et une réponse médicale correcte à la pandémie. La gestion des rumeurs ne doit pas se limiter à étiqueter une information comme étant « vraie » ou « fausse ».

Tout au long de cette pandémie, nous avons vu comment des « faits » qui ne répondent pas aux préoccupations réelles de la communauté peuvent retourner les gens contre des experts au profit de « l'opinion ». Pour ceux qui essaient de donner un sens à l'incertitude, se sentir ignoré, censuré ou réfréné peut les éloigner. Il s'avère important de prendre le temps de comprendre les fondements des rumeurs et d'engager ouvertement des discussions pour écouter les commentaires et répondre aux questions sur le virus et sur la réponse humanitaire.

## Étude de cas N° 1 : BARMM - Philippines

Entre le mois de septembre et le 14 novembre 2020 aux Philippines, les thèmes dominants des rumeurs étaient liés à la méfiance des gens à l'égard du gouvernement et du système de santé et à la stigmatisation des tests. Sur 135 rumeurs recueillies, 61 étaient des critiques ou des plaintes dont 31 % concernaient le gouvernement et les actions gouvernementales. Les perceptions communes que relayaient ces articles faisaient référence à la mise en œuvre de mesures plus strictes et injustes à Lanao del Sur et mettaient en doute la fiabilité des tests.

L'équipe de pays du RiT a développé une série de bulletins de rumeurs et de tables rondes pour le gouvernement local, les médias et les partenaires afin de discuter de ces questions. Internews s'est associé à l'UNICEF pour former d'autres acteurs humanitaires en matière de suivi des rumeurs et a créé la plateforme inter institutions Mindanao Rumor Management. Par la suite, CMYM et IDEALS, partenaires d'Internews, ont créé une radio/des webisodes s'adressant aux représentants des hôpitaux pour montrer comment les tests étaient effectués. Ils ont organisé des sessions d'apprentissage collectif pour discuter des rumeurs problématiques avec les groupes vulnérables afin de comprendre leur source, de renforcer les messages essentiels et de recueillir leurs commentaires sur les informations présentées.

Lors d'un échange le 18 novembre, un représentant des jeunes de Lanao del Sur a déclaré qu'après avoir lu les bulletins de rumeurs, ses pairs et lui avaient été convaincus de se rendre dans les hôpitaux pour y subir des examens. Une autre personne a expliqué comment les bulletins de rumeurs d'Internews lui avaient fait prendre conscience de l'importance de ne pas recourir à l'auto-médication.

# ANALYSE THÉMATIQUE #2

## rumeurs sur les vaccins

Les données sur les rumeurs relatives aux vaccins, aux campagnes de vaccination, aux essais cliniques de vaccins, à l'accessibilité, à l'accès et à la distribution sont en vogue dans les écosystèmes d'information des pays cibles du RiT. Elles constituent environ 16 % du total des rumeurs suivies en Colombie, 11 % au Liban, 10 % au Mali, 8 % en Afghanistan, 3 % aux Philippines et 2 % au Soudan. Sur les 315 rumeurs liées aux vaccins suivies par les équipes d'Internews Rooted in Trust, environ 49 % sont classées dans la catégorie à faible risque, 41 % dans la catégorie à risque moyen et 10 % dans la catégorie à haut risque. Avec les récentes annonces des progrès dans les essais cliniques des vaccins, des rumeurs liées aux vaccins sont attendues dans les prochains mois.

### Pourquoi est-ce important ?

**Les données** de l'UNICEF suggèrent qu'environ 80 millions d'enfants de moins d'un an pourraient ne pas recevoir de vaccins en raison de la désorganisation des services de vaccination dans au moins 68 pays dans le monde. La réticence des parents à quitter leur foyer et la crainte d'être exposés au virus ont également contribué à freiner l'accès des enfants à ces services.

La lutte contre la rougeole et la polio est une **priorité**, car l'affaiblissement des systèmes sanitaires à cause de la COVID-19 pourrait compromettre les campagnes de vaccination dans le monde entier, ce qui fait craindre de nouvelles épidémies.

La désinformation et la méfiance à l'égard des vaccins ont déjà fait des ravages sur la couverture vaccinale systématique dans le monde, même avant la pandémie. Un an plus tôt, lors de l'épidémie d'Ebola, la réticence au vaccin était également nourrie par la grande méfiance de la communauté.

Dans le contexte de la COVID-19, les préoccupations liées aux vaccins ont augmenté alors que les communautés continuaient à évoluer dans l'incertitude et en l'absence de messages de santé publique cohérents. Dans de nombreux pays, y compris le Pakistan et l'Afghanistan, où la polio est endémique, les parents continuent à refuser de faire vacciner leurs enfants, pendant que les théories du complot sur les vaccins aggravent encore la méfiance à l'égard des autorités sanitaires, de la science et des acteurs internationaux de la santé. Cela est important, car une baisse de la confiance dans les vaccins pourrait entraver les futurs efforts de déploiement des campagnes de vaccination contre la COVID-19.

### Enfants

Les craintes liées à la disponibilité future, aux effets secondaires potentiels et aux préjudices potentiels pour les enfants limitent les efforts des gouvernements pour déployer d'autres campagnes de vaccination pour immuniser les gens. Des rumeurs selon lesquelles un vaccin gouvernemental "accidentellement mortel" nuirait gravement aux enfants sapent les efforts déployés avec diligence pour assurer la sécurité des populations au Liban, en Colombie et au Mali.

Ces rumeurs à haut risque ont évolué jusqu'à accuser les vaccinations de routine contre le tétanos, la typhoïde et l'hépatite, qui ont pourtant fait leurs preuves, d'être des campagnes secrètes visant à administrer la COVID-19 aux jeunes écoliers, leurs auteurs incitant les parents à contacter les directeurs des écoles pour déclarer leur opposition à la vaccination de leurs enfants. À Kenieba, au Mali, le médecin-chef a constaté que les parents hésitaient à faire vacciner leurs nouveaux nés. Selon d'autres rumeurs, les personnes qui ont déjà été infectées par le coronavirus n'auraient pas besoin de vaccination et seraient déjà immunisées.

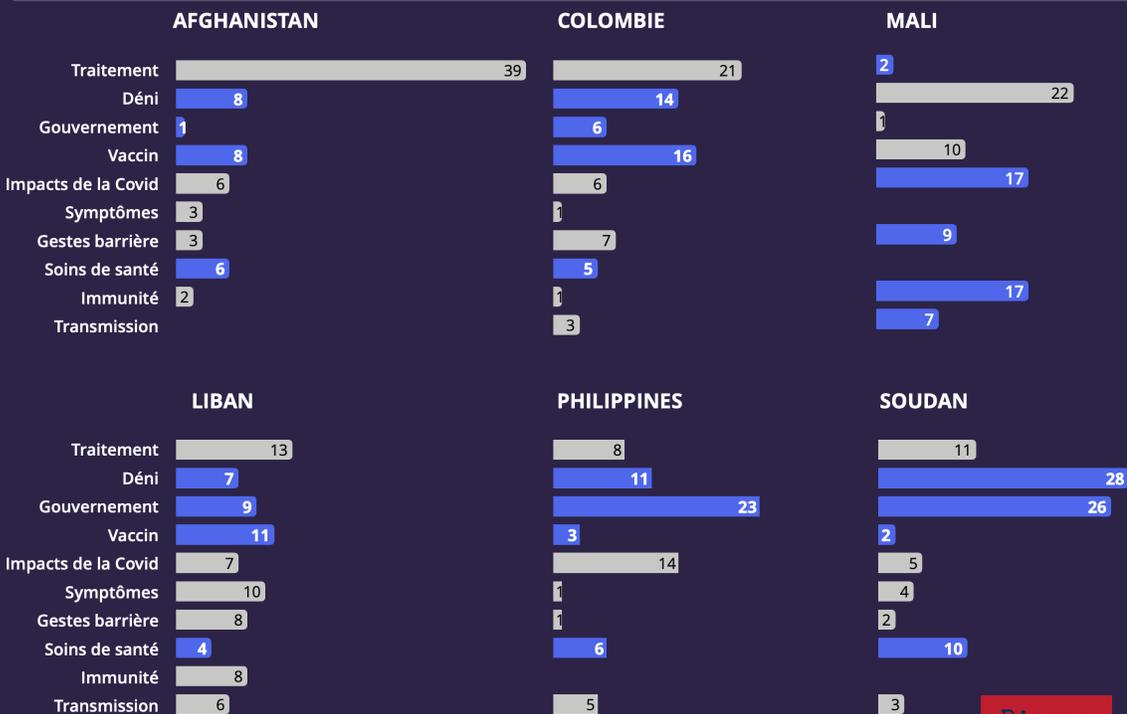
## Les migrants

Les communautés pauvres, migrantes et LGBTQI+ de la région de Nariño, dans le sud de la Colombie, sont principalement préoccupées par le coût, l'accès et la distribution universelle d'un vaccin reconnu. Cela est dû, en partie, aux barrières existantes auxquelles elles sont confrontés pour l'accès à d'autres fournitures et appuis.

Ces populations craignent que, dans le cas où un vaccin efficace soit distribué en Colombie, il n'atteigne pas le sud du pays, et si par chance c'était le cas, qu'il soit difficile à obtenir en raison des accès restreints et des canaux de distribution limités mis à leur disposition.

C'est ainsi que les campagnes de désinformation sur les vaccins et la baisse de la confiance dans la science et la médecine peuvent avoir des conséquences dévastatrices sur la santé publique des communautés vulnérables et marginalisées.

## POURCENTAGE DE RUMEURS PAR THEMATIQUE (DENI & RUMEURS LIEES AUX VACCINS EN VIOLET)



### MALI



Des programmes de vaccination sont mis en œuvre pour administrer le virus de la COVID-19 à nos enfants au Mali (sondage téléphonique auprès des résidents de Kayes, au Mali (sondage téléphonique, Risque élevé)

Risque élevé

Risque élevé



C'est comme le rhume, contagieux mais très inoffensif. On exagère l'impact de ce virus pour pouvoir nous injecter le mauvais vaccin de Bill Gates (Mali) (Facebook, Risque élevé, 937000 Abonnés, 660000 Réactions, 784 Partages)



937k Followers



660,395 Reactions



784 Shares

Risque moyen



Ils ont affirmé que le nouveau vaccin contre le Corona est efficace à 90 %, ce qui signifie qu'il est mortel et dangereux pour vous. 10 % -- alors que le nombre de décès attribuables à la COVID-19 ne dépasse pas 1 % (Liban, Facebook, Risque Moyen, 76000 Abonnés, 738 Réactions)



76k Followers



738 Reactions

Risque moyen



Méfiez-vous du vaccin obligatoire, du vaccin mortel, du vaccin contre le Corona mortel. Dimanche, les étudiants et les participants seront appelés pour le premier lot de vaccins. Avertissez vos enfants de ne pas se faire vacciner, car ils forceront les élèves à le faire. Gardez vos enfants chez vous. Les Émirats l'ont apporté en Jordanie, et les gens ont refusé de le prendre, et les étudiants ont été obligés de le prendre. Contactez les administrateurs de l'école pour les informer que vous ne voulez pas être vacciné (Groupe WhatsApp avec 256 membres) (C.A.R.) (WhatsApp, Risque Moyen)

## Les défis des campagnes de vaccination en 2021

Collectivement, ces rumeurs peuvent influencer l'opinion publique dans les communautés locales et prolonger la durée de la pandémie jusqu'en 2021, même après une large mise à disposition de vaccins accessibles au niveau mondial.

Au fur et à mesure que les rumeurs liées aux vaccins prennent de l'ampleur, dans de nombreux contextes, au Mali, au Liban, en Colombie et en Afghanistan, les travailleurs de la santé et de l'humanitaire se préparent à faire face à une plus grande résistance à l'égard des programmes de vaccination de santé publique, ce qui pourrait annoncer de nouvelles résurgences du virus.

### LEBANON



### C.A.R.



## Étude de cas #2 : réagir aux sentiments anti-vaccin chez les déplacés au Mali

Les rumeurs selon lesquelles on peut attraper le virus en se rendant dans les centres de santé ou en se faisant vacciner se sont largement répandues sur les médias sociaux et dans les communautés de personnes déplacées. Selon les acteurs qui travaillent avec des personnes déplacées au Mali, la COVID-19 a exacerbé la peur des personnes déplacées de se rendre en consultation dans les centres et structures de santé même si certaines de ces personnes « n'étaient pas habituées à fréquenter les centres de santé, là où elles vivaient auparavant, pour recevoir des traitements. » En juillet/août 2020, alors que l'OMS soutenait une campagne contre la polio à Gao et Menaka, quelques cas de polio de souche vaccinale sont apparus à la frontière entre le Mali et le Niger et la panique s'en est ensuivie. Des rumeurs soutenant que des vaccins de routine étaient utilisés pour infecter intentionnellement les gens au coronavirus et générer du business médical ont surgi et dissuadé beaucoup de personnes de recourir à la vaccination de routine.

Aux côtés de notre partenaire AMSODE, Internews coopère étroitement avec des communautés vulnérables et des personnes déplacées. Des sessions (« Baroni ») d'écoute et d'échange, des activités de sensibilisation à la distanciation sociale pour prévenir la COVID-19 et des ateliers de femmes ont été organisés pour comprendre leurs préoccupations spécifiques, répondre à leurs questions et les inciter à revenir dans les centres de santé et à poursuivre les vaccinations de routine.

En une semaine, les partenaires d'Internews dans les médias ont produit 15 programmes de radio dans les langues parlées au Mali, diffusés sur des sites ciblés accueillant des personnes déplacées internes et créé un espace de discussion sur les rumeurs recueillies sur ces mêmes sites. Une série de 5 émissions de radio hebdomadaires en langues locales est également produite par les partenaires d'Internews dans les camps de « déplacés ». Ce programme donne la parole à ces communautés, écoute leurs préoccupations et fournit des informations vérifiées, objectives et exploitables en réponse aux rumeurs entendues. Ce travail nous permet de comprendre les besoins en matière d'information des populations vulnérables et les croyances sous-jacentes aux rumeurs, mais aussi de proposer des réponses appropriées adaptées à l'environnement local.

Grâce au travail de sensibilisation effectué au sein des sites de personnes déplacées internes, leur perception de la vaccination commence à changer et ceux qui doutent de son importance et de sa raison d'être sont de moins en moins nombreux. Internews contribue activement aux mécanismes de partage des retours d'information provenant de la communauté avec les acteurs de l'action humanitaire et sanitaire au Mali.



# 7 MESURES PRÉCONISÉES



**Répondre aux croyances avec plus que des faits :** souvent, remplacer une contrevérité par un fait ne suffit pas à couper court à la rumeur. Comprendre et traiter la croyance que cache la rumeur (« pourquoi » on croit cette information) et l'écosystème d'information dans lequel elle s'inscrit (les conditions et l'environnement qui lui ont permis de se propager) permettront de mieux traiter les racines de la rumeur.



**Aller où sont les gens et parler la langue locale :** aujourd'hui, beaucoup de gens recherchent leurs symptômes sur Google avant de consulter un vrai médecin pour se faire conseiller. Il faut donc comprendre où ces communautés cherchent les informations et soutenir ces systèmes. Cela implique peut-être d'adapter votre communication aux réseaux sociaux, aux sites de divertissement, ou encore à d'autres plateformes moins traditionnelles de santé publique. Cela suppose également de comprendre la langue de prédilection du public, de communiquer dans les langues privilégiées, pas seulement dans les plus courantes, et d'utiliser un vocabulaire compréhensible.



**Etre à l'écoute de tout :** tous les retours d'information peuvent vous apprendre quelque chose sur la communauté – ne vous contentez pas de chercher les publications les plus connues, nouvelles, ou alarmantes. Il est naturel de douter et les gens chercheront peut-être des sources d'information alternatives, si leurs préoccupations sont systématiquement balayées par les professionnels de santé, les autorités ou leurs pairs.



**La confiance est un chemin :** la confiance dans un vaccin est basée sur la confiance dans la science, les autorités, les fournisseurs et les systèmes de santé. Les relations de confiance ne s'imposent pas par l'autorité et il faut s'attendre à ce que les gens réagissent de plus en plus mal aux lointains scientifiques et experts de santé qui leur disent comment se comporter. Il est important d'observer le cadre économique, politique et socio-culturel dans lequel les décisions en matière de vaccination sont prises. Tous ces facteurs et bien d'autres affectent notre confiance dans les vaccins - et les faits ne suffisent pas toujours.



**Respecter l'opposition :** il y aura toujours des gens qui s'opposent à nos points de vue. Traiter les opposants aux vaccins avec respect et les reconnaître en tant que partenaires de discussion légitimes est la première étape d'un dialogue fructueux avec eux.



**Etre proactif et non réactif :** les communautés doivent prendre part à la discussion sur les essais de vaccins, les stratégies de déploiement et les défis de mise en œuvre avant que les vaccins ne soient disponibles sur le terrain. Écoutez les questions que posent les gens maintenant, observez l'écosystème d'information, identifiez les lieux où les rumeurs pourraient gagner du terrain, répondez aux inquiétudes avant que la prochaine crise n'arrive. Partagez avec les agences gouvernementales de santé l'importance de tenir compte des inégalités d'accès à l'information des communautés en situation de vulnérabilité – déplacées, faiblement alphabétisées (méconnaissant parfois les langues officielles), en situation de handicap, etc. lorsqu'il s'agit de communiquer sur la COVID-19.



**Encourager la transparence :** encouragez les initiatives des acteurs étatiques et humanitaires qui font véritablement preuve de transparence et de responsabilité, pour faire reculer le déni, l'idée que la COVID-19 n'existerait pas et pour renforcer ou construire la confiance dans la réponse humanitaire.